

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 26 juin 2012

**Adresse postale**

Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

**Adresse physique**

DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
Cité administrative  
Bâtiment 1 porte B  
84000 AVIGNON

**Affaire suivie par :** Subdivision 1

**Tél. :** 04.88.17.89.33. – **Fax :** 04.88.17.89.48.

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.

**Pétitionnaire :** Société SARL AUTO STOP DEMOLITION à JONQUIERES.  
(P3 – N° S3IC : 064-400)

**Référence :** Bordereau de transmission du 13 janvier 2012

**Pièce jointe :** Un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

<b>1 - PRÉSENTATION DU SITE ET DE SON ACTIVITÉ.....</b>	<b>2</b>
<b>2 - DEMANDE DE BENEFICIER DES DROITS ACQUIS.....</b>	<b>3</b>
<b>3 - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>4 - PROPOSITIONS ET CONCLUSION.....</b>	<b>4</b>

Par bordereau de transmission cité en référence, la direction départementale de la protection des populations a transmis pour avis à l'inspection des installations classées, un dossier de demande de renouvellement de l'agrément d'un « centre de véhicules hors d'usage » déposé le 02 janvier 2012 par la société SARL AUTO STOP DEMOLITION à Jonquières.

## **1.- PRÉSENTATION DU SITE ET DE SON ACTIVITÉ**

### **1.1. - Les activités exercées**

La société SARL AUTO STOP DEMOLITION exploite un dépôt de véhicules hors d'usage situé au 1530 route de Violès sur le territoire de la commune de Jonquières.



La surface du dépôt est de 6 700 m<sup>2</sup>. L'établissement dispose de bâtiments qui comprennent une partie administrative (bureaux), un magasin pour le stockage des pièces détachées, un atelier de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage. L'ensemble des surfaces étanches est de 903 m<sup>2</sup>.

Les capacités des installations de stockage, de dépollution et de démontage permettent de traiter environ 2 000 véhicules hors d'usage par an.

L'exploitant est considéré comme étant un «démolisseur» au sens de l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

### **1.2. - Situation administrative**

La société SARL AUTO STOP DEMOLITION est autorisée, par arrêté préfectoral du 30 janvier 1990 à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de JONQUIERES (rubrique n° 286).

L'exploitant est agréé par arrêté préfectoral d'autorisation n° PR84 0002-D du 24 mai 2006 au titre de la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage.

## **2.- DEMANDE DE BÉNÉFICIER DES DROITS ACQUIS - ANTÉRIORITÉ**

A la suite du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010, la nomenclature des installations classées a été modifiée pour supprimer d'anciennes rubriques (n° 286) et pour intégrer de nouvelles rubriques relatives aux déchets.

La société SARL AUTO STOP DEMOLITION a demandé à Monsieur le Préfet de Vaucluse, par courrier en date du 07 avril 2011, de bénéficier des droits acquis au titre de la rubrique n° 2712 « *Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage* ».

Ce dossier a été déposé au titre de l'article R.513-1 du Code de l'Environnement.

### **2.1. - Examen du dossier**

Le dossier de demande de bénéfice droits acquis contient :

- la demande de bénéficier des droits acquis à Monsieur le Préfet de Vaucluse par l'exploitant,
- les éléments demandés dans le paragraphe 1 de l'article R.513-1 du Code de l'Environnement (raison sociale, forme juridique et adresse de la société ainsi que la qualité du signataire de la demande, etc.),
- l'emplacement de l'installation,
- la nature et le volume des activités exercées,
- la rubrique de la nomenclature dans laquelle l'installation doit être classée,
- la rubrique actuellement autorisée,
- les références des actes réglementant l'établissement (arrêté préfectoral).

Ce dossier comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article R.513-1 du Code de l'Environnement.

### **2.2. - Avis de l'inspection**

L'activité de dépollution, démontage, découpage des véhicules hors d'usage a été régulièrement exploitée et autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 janvier 1990.

En conséquence, la demande de bénéficier des droits acquis est recevable.

## **3.- DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT**

La société SARL AUTO STOP DEMOLITION a demandé à Monsieur le Préfet de Vaucluse, par courrier en date du 02 janvier 2012, le renouvellement de son agrément pour ses activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

Ce dossier a été complété une première fois le 03 avril 2012 suite au courrier de demande de compléments de l'inspection du 21 mars 2012, puis une seconde fois le 21 mai 2012 suite au courrier de demande de compléments de l'inspection du 13 avril 2012.

Ce dossier a été déposé au titre de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

### **3.1. - Examen du dossier**

Le dossier de renouvellement d'agrément contient :

- la demande de renouvellement de son agrément à Monsieur le Préfet de Vaucluse par l'exploitant,
- les éléments demandés dans l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 (raison sociale, forme juridique et adresse de la société ainsi que la qualité du signataire de la demande, etc.),
- la nature et le volume des activités au titre de la nomenclature ICPE et les rubriques associées,
- l'engagement du demandeur de respecter les obligations des cahiers des charges mentionnés à l'article 3 de l'arrêté du 15 mars 2005 susvisé et les moyens mis en œuvre à cette fin,
- la justification des capacités techniques du demandeur à exploiter l'installation,
- la nature et l'origine des déchets (véhicules hors d'usage),
- l'emplacement de l'exploitation,
- un plan du site à jour avec les tracés des réseaux, bâtiments et les différentes zones d'activités,
- l'attestation de conformité aux dispositions des arrêtés préfectoraux d'autorisation et d'agrément délivrée par un organisme tiers accrédité selon les référentiels fixés par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 (attestation datant de moins d'un an),
- le bilan de la dernière année d'activité (nombre et tonnages de VHU traités, nombre de certificats de destruction remis en préfecture, tonnage de déchets sortants par catégories de déchets).

En conséquence, la demande est complète.

Toutefois, l'organisme tiers a relevé une non conformité relative aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Cet écart concerne le non respect des fréquences de contrôles périodiques des groupes moto-compresseurs et des engins utilisés à l'intérieur du site.

L'exploitant ne propose pas d'action corrective à mettre en œuvre.

### **3.2. - Avis de l'inspection**

En l'absence de proposition de l'exploitant visant à lever l'écart précité, l'inspection des installations classées propose dans le projet d'arrêté complémentaire ci-joint d'imposer la réalisation des contrôles périodiques de l'ensemble des groupes moto-compresseurs et des engins utilisés à l'intérieur du site. Ces contrôles devront être réalisés dans un délai de trois mois.

## **4.- PROPOSITIONS ET CONCLUSION**

L'inspection des installations classées propose de modifier l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1990 pour prendre en compte le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2712 par l'intermédiaire de projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe.

Un nouvel arrêté ministériel du 02 mai 2012 « relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage » abroge, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012, l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

Toutefois l'article 5 de ce nouvel arrêté ministériel prescrit la possibilité que les agréments, délivrés en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005, soient mis en conformité dans un délai de dix-huit mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012, après le dépôt d'un dossier complémentaire. Ce dossier complémentaire sera composé de :

- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 et les moyens mis en œuvre à cette fin,
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini ci-dessus.

Considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées propose d'intégrer cette demande de compléments dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe.

Concernant la non conformité relevée par l'organisme agréé, l'inspection des installations classées propose dans le projet d'arrêté complémentaire ci-joint, que les contrôles périodiques de l'ensemble des groupes moto-compresseurs et des engins utilisés à l'intérieur du site soient réalisés sous un délai maximal de trois mois.

Par ailleurs, dans les actes précédents, la surveillance des rejets des eaux industrielles n'était pas prescrite. L'inspection des installations classées propose de prescrire cette surveillance, comme stipulée à l'article 3.4 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe.

En conclusion, l'inspection des installations classées propose au Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de donner un avis favorable sur le projet de prescriptions complémentaires ci-joint.

L'inspecteur des installations classées